

La voix de l'opposition de gauche

Le 6 juin 2017

CAUSERIE

J'ai écouté la causerie parce qu'il fait 46°C à l'ombre.

Que pensent nos ennemis ?

Cachez-moi cette réalité que je ne veux pas voir, résume assez bien ce que pensent ou le comportement de nos dirigeants et des militants en général.

Interpréter les mesures adoptées par les représentants de ceux qui détiennent le pouvoir s'avère insuffisant pour comprendre comment fonctionne la société ou sur quoi elle repose. Il en va ainsi par exemple quand on affirme que la crise du capitalisme en est responsable ou que le capitalisme est en faillite, cela ne nous avance guère. C'est seulement en remontant à son origine une fois déterminé sur quoi repose ces rapports sociaux, qu'on peut aborder la prétention exorbitante, injustifiable ou illégitime des tenants de la classe dominante s'y emploient d'une manière ou d'une autre à justifier leur pouvoir pour leur dénier ce droit, car c'est sur lui en dernière analyse que repose leur pouvoir, la possession des moyens de production et leur domination de classe qui est à la base de tous les rapports dans la société et de tous les maux qu'ils engendrent pour le peuple.

C'est à partir de ce droit que les capitalistes légitiment qui a le droit de se nourrir à sa faim et qui a le droit de crever de faim, et quand on accepte de vivre dans une telle société ou qu'on fait preuve de passivité vis-à-vis du capitalisme, on leur permet d'exercer ce droit ou pire on le cautionne, ce qui ne peut que les encourager à en user dans tous les domaines. Ils vont théoriser ce droit qui sera à la base de leur idéologie, qui se manifestera sous la forme de différentes représentations qui apparaîtront au fil de temps et qui l'incarneront. Et on mènera un combat stérile contre ces représentations qui apparaîtront désincarnées aussi longtemps qu'on ne remontera pas à leur origine.

Comment se présente l'idéologie de la classe dominante ? Comment s'y prend-elle pour présenter la société sous un angle avantageux ou justifier l'ordre établi ? Comment interprète-t-elle la lutte des classes ?

Elle a tout intérêt à faire croire que la lutte des classes aurait disparu, cela dit on doit se poser la question de savoir qu'est-ce qui lui permet d'avancer cet argument ou dans quelle condition, en ayant à l'esprit que son constat est en partie juste et en partie erronée en prenant parfois ses désirs pour la réalité, car si effectivement elle a renforcé son pouvoir, il n'en demeure pas moins que les bases de son régime sont plus instables ou fragiles que jamais.

On en veut pour preuve que ses représentants se présentent comme les champions de la liberté d'expression ou de la démocratie, alors qu'ils censurent, diabolisent ou font la chasse à ceux qui tiennent un discours qui met à mal sa propagande basée sur un déni ou une désinformation systématique de la réalité.

Gilles Lipovetsky - Philosophe et sociologue - Atlantico.fr 02.06)

- En l'état, aucune force politique n'apparaît capable de changer en profondeur le système qui caractérise nos sociétés occidentales, reposant sur l'économie de marché et le capitalisme.

- Ce qui caractérise l'hypermodernité, c'est un monde sans projection d'un autre monde, sans visée globale alternative. Ceci est un fait nouveau. Depuis la Révolution française, il y a une opposition interne majeure entre les conservateurs, les réactionnaires, la droite, la gauche, les anarchistes et les révolutionnaires. À partir des années 1960, un certain nombre de penseurs ont développé l'idée selon laquelle le capitalisme avait gagné, et avait généré ce qu'Herbert Marcuse a appelé "l'homme unidimensionnel" : hormis quelques protestations, les règles du jeu sont, dans l'ensemble, respectées, chacun recherchant le bien-être. Cette idée a été revitalisée avec l'analyse de Fukuyama sur la "fin de l'Histoire" : un monde sans modèle radicalement divergent, identique d'un jour à l'autre, sans remise en cause de ses principes de fond incarnés, dans les sociétés occidentales, par le capitalisme et la démocratie.

Ce nouvel état de société, joint avec d'autres facteurs, a conduit à l'effondrement des partis incarnant l'alternative radicale : les partis d'extrême gauche, ceux à caractère nationaliste qui, même s'ils demeurent, n'engendrent pas de changement majeur à l'instar du fascisme ou du nazisme. Plusieurs facteurs convergent vers l'étouffement des mouvements radicaux comme la banqueroute des grandes idéologies messianiques ou eschatologiques. Comme il n'y a plus d'encadrement collectif par les idéologies, les partis politiques, les Églises et les familles, tout ceci participe à la déliaison. La majorité des gens ne souhaite pas des sauts dans l'inconnu ; toutefois, cela sécrète des minorités qui recherchent le salut par une autre manière.

- Nous sommes entrés dans une période postrévolutionnaire, où les révolutions ne permettent plus de changer le monde.

- Tout ceci ne signifie pas la fin de l'Histoire, mais la fin d'une histoire, celle qui pensait que l'État avait un rôle majeur dans le changement du monde. Aujourd'hui, les ambitions de l'État sont à la baisse ; il montre partout sa faiblesse pour changer le monde, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de changement. Le politique n'est plus porteur de ce changement, incarné à l'heure actuelle par les entreprises, la technique et le marché. La vie change et il n'y a plus de projet de changement.

- Donald Trump incarne plus une rupture de ton que de fond. Il ne remet aucunement en question le système capitaliste, mais quelques aspects de la mondialisation. Jusqu'à présent, et par rapport aux propos tenus lors de la campagne, on ne voit pas la rupture radicale avec les fondements de notre système. Il ne faut pas oublier que les États-Unis sont un pays où la foi dans le capitalisme et les technologies est immense. Je ne vois pas en quoi Donald Trump pourrait faire rêver à un monde fondamentalement différent. (Gilles Lipovetsky - Philosophe et sociologue - Atlantico.fr 02.06)

J'ai indiqué à plusieurs reprises qu'on devrait mettre à l'ordre du jour la nécessité impérieuse d'un changement de régime, qu'on devrait adopter cet axe de combat politique car il permet de s'attaquer à la fois à l'oligarchie et aux fondements du capitalisme, à l'ensemble de l'édifice capitaliste incluant l'ensemble de ses institutions, l'Etat. En dehors de cette perspective politique, tout espoir est vain, pour ainsi dire tari à la base. Il faudrait populariser le mot d'ordre de la nécessité de faire table rase du passé qu'incarnent ceux qui sont au pouvoir.

Contrairement à ce qu'ils affirment péremptoirement, ce n'est pas la fin d'une histoire, la vie ne change pas et les capitalistes font toujours de la politique et l'Etat sert toujours leurs intérêts, ce n'est pas la fin de la lutte des classes. La division du travail étendue à l'échelle mondiale leur permet de jouer sur tous les tableaux et d'en tirer profit dans tous les domaines à la fois. Les travailleurs n'ayant pratiquement aucune emprise sur cette concurrence sauvage, ils deviennent des proies faciles pour ces prédateurs qui les surexploitent ou piétinent leurs droits les plus élémentaires. Pourquoi ? Parce que justement ils n'osent pas remettre en cause l'ordre établi, tout du moins dans l'état actuel des choses puisque le combat du mouvement ouvrier est nulle part orienté dans cette direction, il est réformiste ou corporatiste, il demeure soumis au capitalisme au lieu d'être révolutionnaire ou socialiste.

Les peuples des pays dits émergents ou en voie de développement qui voient leur condition s'améliorer sur fond d'exploitation forcée, s'estiment globalement satisfaits pour avoir connu pire dans le passé. Leur condition matérielle s'est améliorée au prix d'énormes sacrifices et ils en sont grés à leurs maîtres ou à la société, ils les tiennent en laisse de cette manière-là.

Et les peuples qui profitent encore des acquis de la lutte de classes du passé et qui voient leur condition se dégrader, s'estiment globalement satisfaits de leur condition du fait qu'ils en tirent encore certaines satisfactions, ils disposent d'un certain confort matériel et de temps libres, de distractions, etc. et s'en contentent, même si par ailleurs ils croulent sous les difficultés... Ces modestes compensations à leur état d'esclave moderne suffit à s'assurer leur neutralité ou leur passivité, qui plus est au besoin on leur rappellera qu'ils ne sont pas les plus mal lotis dans le monde et qu'ils devraient avoir honte de se plaindre. A suivre.

En oligarchie. Macron ou le droit du travail niveau zéro.

- Le plan de Macron pour réformer le travail - leparisien.fr

C'est un test. Le premier du quinquennat qui intronisera Emmanuel Macron comme réformateur européen... ou pas. Bruxelles regarde de très près ce pays - la France - «impossible à réformer». Dans ses «recommandations pays par pays», publiées le 22 mai, la Commission européenne a confirmé qu'elle attendait avec impatience la future réforme du Code du travail.

Pour l'instant, tout se passe bien avec les partenaires sociaux, reçus depuis le 23 mai par le président de la République, puis le Premier ministre, Edouard Philippe, et la ministre du Travail, Muriel Pénicaud. La trame des discussions était connue : l'élargissement du champ des accords d'entreprise, le plafonnement des indemnités prud'homales et la fusion des instances représentatives du personnel. En tout et pour tout, trois réformes annoncées.

Des points jamais évoqués figurent dans un document de travail de 10 pages

Mais selon l'«avant-projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnances, des mesures pour l'emploi» que nous nous sommes procuré et que nous dévoilons dans les colonnes du Parisien/Aujourd'hui en France ce lundi 5 juin, tout n'a pas encore été mis officiellement sur la table. Loin s'en faut, car certains thèmes figurant dans ce document - une version de travail de 10 pages et datée du 12 mai 2017 - vont bien au-delà des éléments annoncés par Emmanuel Macron jusqu'à présent.

En effet, neuf ordonnances y sont listées, dont certaines portent sur des points jamais évoqués. Lesquels ? Par exemple, le contrat de travail, la durée du travail, la santé ou la sécurité des salariés... pourront être négociés au sein de l'entreprise. Des éléments qui d'ailleurs ne figureront pas forcément dans le document d'orientation que les syndicats et le patronat doivent recevoir dans le courant de cette semaine.

Mener une «révolution copernicienne»

L'essentiel de ce qui leur sera envoyé, puisé dans l'exposé des motifs de l'avant-projet de loi, reprend sous trois priorités les discours d'Emmanuel Macron pendant la campagne et des textes du site En Marche ! Comment tordre le cou au chômage de masse qui frappe la France depuis trente ans et enclencher «une évolution radicale du modèle» ? Comment mener une «révolution copernicienne» des relations sociales pour créer une «République contractuelle» ?

L'objectif principal est de «faciliter la création d'emplois grâce à une meilleure fluidité du marché du travail.» Pour y parvenir, le gouvernement fait le «choix résolu du dialogue social de terrain, là où il produit des accords et des solutions économiquement et socialement efficaces».

Si «cet agenda de réforme ne peut être mené en cent jours», précise l'avant-projet de loi d'habilitation, «les premiers déclics de confiance doivent être donnés rapidement». A condition que les syndicats ne déclenchent immédiatement pas les hostilités... leparisien.fr 04.06

Réforme du travail : les 8 points clés du plan Macron - leparisien.fr

Nous dévoilons l'avant-projet de loi devant permettre au gouvernement de prendre par ordonnance des mesures pour l'emploi. A l'abri des regards, huit réformes d'envergure sont en préparation.

A ce stade de son écriture, au 12 mai 2017, l'«avant-projet de loi habilitant le gouvernement à prendre, par ordonnances, des mesures pour l'emploi» que nous nous sommes procuré, prévoit dans son article 1er neuf ordonnances. Les huit premières, que nous détaillons ci-dessous, concernent les réformes voulues par Emmanuel Macron. La neuvième ordonnance est purement technique, afin de transposer ces mesures dans certaines collectivités d'outre-mer.

Principale mise en garde, même si elle est notée en tout petit et en bas de page : le nombre des ordonnances est «à ajuster selon les options retenues». Car tous les thèmes énumérés dans le «premier brouillon de cet avant-projet [...] ne doivent pas forcément donner lieu à ordonnances». Il ne serait «ni possible ni souhaitable» d'adopter toutes ces réformes par ordonnances, précise même le document. Ainsi, certaines réformes y sont indiquées comme «prioritaires» tandis que d'autres, rédigées en italique, «apparaissent comme moins prioritaires».

Ordonnance n°1 : négociation à la carte dans les entreprises

Ce que dit le texte.

«Attribuer une place centrale [...] à la négociation collective d'entreprise en élargissant ses champs de compétence». Cette ordonnance est jugée prioritaire sur le contrat de travail, pas sur les autres points.

L'enjeu

Contrat de travail, durée de travail, santé et sécurité, salaires et emploi... seront désormais au menu des négociations en entreprises selon l'avant-projet de loi. La liste des sujets est très longue, et couvre des thèmes pour lesquels la loi prévoyait jusqu'ici qu'il était impossible de déroger par accord d'entreprise. La loi El Khomri avait ouvert une première brèche sur l'organisation du temps de travail, renvoyant à la négociation d'entreprise par exemple les heures supplémentaires : un accord d'entreprise ou de branche peut prévoir une majoration limitée à 10 %, la règle des 25 et 50 % n'étant que supplétive, c'est-à-dire qu'elle s'applique seulement quand il n'y a pas d'accord d'entreprise.

Ordonnance n° 2 : le barème des prud'hommes

Ce que dit le texte. «Instaurer un référentiel pour le montant de l'indemnité octroyée par le conseil des prud'hommes en cas de licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse.»

Cette ordonnance est jugée.....«prioritaire»

L'enjeu

Pour la troisième fois, Emmanuel Macron essaie de faire adopter cette disposition réclamée par les employeurs. Dans le collimateur : la durée des contentieux et surtout le montant, souvent très élevé, des condamnations qui, selon le Medef, les dissuade d'embaucher en CDI. Pour «sécuriser» les entreprises, le texte prévoit en cas de condamnation d'un employeur pour

licenciement abusif, d'instaurer «un plafond et un plancher» pour graver dans le marbre le montant des dommages et intérêts versés au salarié. Initialement prévue dans la loi Macron de 2015, cette réforme a été retoquée par le Conseil constitutionnel. Avec quelques modifications de forme, elle a été glissée en 2016 dans la loi El Khomri, puis retirée face à la mobilisation. Elle refait son apparition, sans que l'essentiel soit précisé, à savoir les montants d'indemnisation. Selon une étude du ministère de la Justice, les indemnités atteignent dix mois de salaire en moyenne, soit 24 000 €. Les syndicats rejettent la barémisation obligatoire et dénoncent la mise sur la touche des juges prud'homaux. Rude bataille annoncée.

Ordonnance n° 3 : référendum à l'initiative de l'employeur

Ce que dit le texte. «Renforcer la capacité à adopter un accord d'entreprise .»

Cette ordonnance est jugée... «moins prioritaire»

L'enjeu

Pour généraliser les accords dérogatoires d'entreprise portant sur les nouveaux champs désormais ouverts, il faut faciliter leur adoption. La loi El Khomri avait mis en place le référendum, permettant, quand un accord est refusé par les syndicats majoritaires (représentant au moins 50 % des salariés), de le faire adopter par référendum auprès des salariés. Aujourd'hui, ce recours possible au référendum est réservé uniquement aux syndicats (à condition qu'ils représentent au moins 30 % des salariés). Le gouvernement veut ouvrir cette possibilité également aux employeurs, dans des conditions qui restent à préciser. Pourront-ils le déclencher s'il n'y a pas de syndicats, ou s'il y a seulement des élus sans étiquette ? Les syndicats y avaient mis leur veto en 2016, craignant que l'employeur ne soit tenté d'exercer des pressions sur les salariés.

Ordonnance n° 4 : redéfinir la place des branches

Ce que dit le texte. «Redéfinir le rôle de l'accord de branche et réduire le nombre de branches.» Cette mesure est spécifiée... «moins prioritaire»

L'enjeu

C'est le Graal de la réforme du Code du travail voulue par Macron : pour être au plus près des besoins des employeurs, de la PME à la multinationale, la «primauté sera donnée aux accords d'entreprise sur les accords de branche», lit-on dans l'exposé des motifs de l'avant-projet de loi. Et de préciser : «C'est seulement à défaut d'accord d'entreprise que la branche interviendra.» Reste à savoir quel sera le rôle de la branche. Continuer à construire des normes sociales ou servir de voiture-balai ? Actuellement, il y a six thèmes de négociations obligatoires dans la branche sur lesquels les employeurs ne peuvent pas déroger dans un sens moins favorable aux salariés, par accord d'entreprise : égalité hommes-femmes, pénibilité, salaires, classifications, prévoyance et formation professionnelle.

Selon l'avant-projet de loi, la branche n'aurait plus dans sa mallette que deux thèmes obligatoires (salaires minimums et l'égalité professionnelle). Les quatre autres sujets ne sont pas mentionnés et plusieurs pourraient être transférés vers la négociation d'entreprise. Le fait que, sans accord d'entreprise, la loi (dite supplétive) s'appliquera dans de nombreux cas risque de rendre inutile toute négociation au niveau de la branche. Ce qui serait un camouflet pour FO, très attaché à cette instance de régulation.

Ordonnance n°5 : fusion des IRP

Ce que dit le texte. «Simplifier les institutions représentatives du personnel (IRP)».

Cette ordonnance est jugée... «prioritaire»

L'enjeu

Alors que la loi Rebsamen (2015) commence à peine à s'appliquer, le gouvernement remet sur la table l'épineux dossier des instances de l'entreprise. L'objectif : fusionner le comité d'entreprise, le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et le délégué du personnel (DP) dans une instance unique. «Sauf avis contraire des entreprises concernées», précise toutefois le texte, si bien que certaines entreprises pourraient continuer à fonctionner selon l'ancienne formule.

Plusieurs possibilités ont déjà été introduites en 2015 : pour les entreprises de moins de 300 salariés, l'employeur peut mettre en place une délégation unique du personnel regroupant le comité d'entreprise et la délégation du personnel ; et dans les entreprises de plus de 300 salariés via un accord d'entreprise. Plusieurs questions se posent : est-ce la remise en cause du rôle du CHSCT, qui, aujourd'hui, a une personnalité juridique lui permettant d'aller en justice, de faire des enquêtes ou de diligenter des expertises ? Les inquiétudes portent aussi sur la baisse du nombre d'élus induite par une telle réforme, qui pénaliserait surtout la CFDT, très implantée dans le secteur privé. Par ailleurs, le gouvernement pourrait autoriser cette instance unique à négocier les accords.

Une rupture avec notre modèle de démocratie sociale dans l'entreprise, qui repose aujourd'hui d'un côté sur des élus disposant de droits d'information, de consultation, d'expertise et d'alerte, et de l'autre sur des syndicats (représentatifs) qui seuls ont la capacité de négocier. Depuis de longues années, le Medef a demandé d'autoriser la négociation avec des élus sans étiquette. Ce qui serait un casus belli pour les syndicats.

Ordonnance n° 6 : un chèque syndical

Ce que dit le texte. «Renforcer la pratique et les moyens du dialogue social.»

Cette mesure est jugée... «prioritaire»

L'enjeu

En contrepartie de l'ordonnance n°5 prévoyant une fusion des instances du personnel, l'avant-projet de loi donne du grain à moudre aux syndicats. Ainsi, la formation des représentants de salariés sera «renforcée». Dans ce deal, il est aussi prévu de mettre en place le fameux chèque syndical promis par Emmanuel Macron dans son livre-programme «Révolution», une idée inspirée de l'expérience menée chez l'assureur Axa. Selon l'avant-projet de loi, il s'agit de «permettre à chaque salarié d'apporter des ressources financées par l'employeur au syndicat de son choix». Enfin, le gouvernement s'engage à récompenser l'engagement syndical par la «reconnaissance dans les carrières» et la lutte contre la discrimination syndicale.

Ordonnance n° 7 : Les administrateurs salariés

Ce que dit le texte. «Une meilleure représentation des salariés dans les conseils d'administration».

Ce point est jugé... «moins prioritaire»

L'enjeu

En la matière, la France a un temps de retard sur les pays de l'Europe du Nord. Là-bas, les administrateurs salariés siègent de droit dans les entreprises d'une certaine taille. C'est un point

réclamé par la CFDT et la CGT depuis très longtemps. Mais, selon l'avant-projet de loi, le gouvernement compte y aller sur la pointe des pieds. Il s'agit de «mettre en place des incitations» pour que les entreprises augmentent le nombre d'administrateurs salariés par des accords de groupe ou d'entreprise. Parmi les options, il pourrait aussi baisser le seuil autorisant la présence d'administrateurs salariés dans les entreprises (aujourd'hui fixé à 1 000 salariés, il pourrait passer à 500). Mais il y a beaucoup d'obstacles, notamment le statut juridique des entreprises. S'il s'agit d'une SAS (société par actions simplifiée), la règle veut qu'elle n'est pas obligée d'avoir un conseil d'administration et donc pas d'administrateur salarié.

Ordonnance n° 8 : réforme de l'assurance chômage

Ce que dit le texte. «Réformer l'indemnisation des travailleurs privés d'emploi.»

Cette ordonnance n'est...«pas prioritaire»

L'enjeu

C'est l'une des grosses surprises de cet avant-projet de loi : la réforme du système d'assurance chômage et surtout son étatisation sont inscrites au menu des ordonnances. «Il faut arrêter de prétendre que les partenaires sociaux pourraient être seuls en charge de la gestion des grands risques, à commencer par l'assurance chômage», lit-on dans l'exposé des motifs. Et d'ajouter : «L'Etat doit reprendre la main.» Une révolution annoncée que le gouvernement justifie par la création d'une assurance chômage universelle «ouverte à tous les actifs — salariés, artisans, commerçants indépendants, entrepreneurs, professions libérales, agriculteurs», précise le texte, et qui sera «financée par l'impôt». L'extension de ces nouveaux droits — et notamment l'indemnisation chômage pour les démissionnaires — aura un coût très important, toujours pas chiffré. De quoi craindre une révision à la baisse des conditions d'indemnisation. Le dossier est explosif, ce qui pourrait obliger le gouvernement à prendre plus de temps. La CFDT et la CGT ont demandé à Macron que cela ne fasse pas partie des ordonnances.

Le calendrier

Le président Macron l'a dit, il veut aller vite. Selon nos informations, et selon un document que s'est procuré Mediapart, le calendrier pourrait être le suivant :

14 juin. Transmission au Conseil d'Etat du projet de loi d'habilitation, première étape du processus parlementaire.

28 juin. Examen du projet de loi en Conseil des ministres, dix jours seulement après le deuxième tour des législatives.

Entre le 24 et le 28 juillet. Mise au vote du projet de loi d'habilitation devant le Parlement, réuni en session extraordinaire.

28 août. A cette date au plus tard, les ordonnances rédigées par le gouvernement doivent être envoyées au Conseil d'Etat.

20 septembre. Adoption des ordonnances en Conseil des ministres.

À l'automne au plus tard. Pour chacune des ordonnances, un projet de loi de ratification sera déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois (ou deux ou six mois) à compter de sa publication. leparisien.fr 05.06

Comment est-ce possible ?

AFP - Dans les sondages, le mouvement d'Emmanuel Macron, la République en marche (LREM), fait la course en tête dans les intentions de vote et pourrait obtenir une large majorité au soir du second tour, le 18 juin. AFP

Ce pourrait être le résultat d'une abstention massive, du vote des vieux majoritairement de droite ou réactionnaires, idem pour les CSP+ et les patrons, leur partenaire et leurs rejetons dans la quasi totalité des cas.

La cause : la faillite du mouvement ouvrier et plus particulièrement de son avant-garde.

Aux Etats-Unis ils ne s'en sont jamais remis ou plus près de nous en Grèce.

La dislocation du PS et la marginalisation du PCF est le produit de leur droitisation qui conduisit les travailleurs à se détourner de ces partis, de tous les partis ouvriers, des élections en général, de la politique, du coup les travailleurs les mieux nantis et les classes moyennes virent à droite toute.

Il leur suffit de 25% environ pour constituer la majorité dans un système antidémocratique. Ne pouvant pas l'assumer, il ne leur reste plus que l'imposture, la mystification, la désinformation, la propagande en guise de gouvernance. Cela donne un régime liberticide, répressif, autoritaire, totalitaire destiné à accompagner ou imposer une régression sociale généralisée et à aboutir à une complète décomposition de la société ou à la liquidation des progrès réalisés par l'humanité pour sortir du règne animal ou de la sauvagerie.

Car ce qu'il faut bien voir, c'est que chaque mesure antisociale prise par un gouvernement et imposée à n'importe quel travailleur ne peut être justifiée que par la légitimité du recours à la force comme facteur en dernière analyse faisant office de loi suprême. Dans ce cas-là il n'est nullement question de conscience, ce qui signifie qu'on retourne à un état antérieur.

La plupart des gens vivent dans un tel état d'insouciance ou manifestent un tel manque de volonté et de discernement, de logique qu'il en faut peu pour qu'on puisse les conduire à l'abattoir la fleur au fusil ou sans qu'ils réagissent.

Mes causeries devaient servir à délivrer un enseignement et à partager des expériences pour pouvoir combattre ces faiblesses et ce comportement nocif tout en proposant une perspective politique.

J'ai échoué ou je n'avais pas le niveau ni les moyens pour que cela se traduise autrement qu'en paroles.

Je reprends cette causerie deux jours plus tard.

Ce qui devrait préoccuper ou angoisser les militants au plus haut point, les alarmer même, c'est qu'il ne se soit manifesté aucun dirigeant aux Etats-Unis possédant les qualités requises pour influencer sur l'avant-garde américaine au cours de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours de manière à la remettre en ordre de bataille et peser sur l'orientation du mouvement ouvrier une ou deux décennies plus tard. Il faut peut-être en déduire que la capacité de corruption de la classe ouvrière et de la classe moyenne fut incomparablement plus puissante que tout autre facteur, ce facteur combiné à l'absence de dirigeants maîtrisant suffisamment le marxisme devait conduire à la situation actuelle.

Ce qu'il ne faut jamais oublier ou perdre de vue, c'est que tout au long de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours aux Etats-Unis comme en France ou ailleurs, il a existé des millions de travailleurs qui étaient confrontés à des conditions d'existence les conduisant à rompre ou à

rejeter le capitalisme et ses institutions, et que parmi eux des centaines de milliers auraient pu être acquis au marxisme ou au socialisme, or tel ne fut pas le cas malheureusement.

Ces centaines de milliers de travailleurs appartenaient à la classe ouvrière mais pas seulement, aux classes moyennes également, parmi lesquels des dizaines de milliers s'interrogeaient ou remettaient en cause l'évolution ou l'orientation du capitalisme mondial, ce qui signifie que leur réflexion les prédisposaient à adopter le marxisme ou qu'ils étaient susceptibles de progresser et de s'élever au niveau du socialisme pour peu qu'on les aide, on pourrait ajouter en leur montrant l'exemple, or c'est en cela précisément que nos dirigeants ont failli.

Où ont-ils failli ? A différents niveaux ou dans différents domaines, mais là où ils se sont avérés les plus médiocres fut dans leur incapacité à défendre le marxisme et le socialisme, l'absence du parti témoigne de leur échec à lutter efficacement contre l'opportunisme, la social-démocratie dégénérée et le stalinisme vers lesquels étaient attirés un grand nombre de ces travailleurs dont on a parlé plus haut, et qui auraient dû se tourner vers l'avant-garde socialiste révolutionnaire au cours ou à l'issue de cette expérience puisqu'elle était vouée à leur ouvrir les yeux sur la nature contre-révolutionnaire de la social-démocratie et du stalinisme. Laissons le passé de côté pour le moment et revenons à la situation actuelle.

Pour construire un parti de militants conscients sur la base du marxisme on bénéficie de trois viviers :

- Les éléments de la classe ouvrière qui par leur condition et l'interprétation qu'ils en font sont en rupture avec le régime sans que leur niveau de conscience aille au-delà, ils se comptent par millions ;

- Ensuite, il y a les éléments des classes moyennes qui ne peuvent pas soutenir plus longtemps l'orientation actuelle de la société et en perçoivent les dangers extrêmes, puisque comme chacun d'entre nous quotidiennement ils entendent parler de guerre qui pourrait devenir mondiale à un moment donné, ils doivent se compter en dizaines de milliers de membres ou plus encore car leur condition est peu enviable, pour assumer leur rôle ou tenir leur rang, en permanence ils doivent se faire violence et adopter un comportement humiliant, à tenir un langage dans lequel ils ne croient pas un mot, ils doivent se fabriquer une personnalité qui ne correspond pas à leurs idées ou leur conception de la société, cela doit être cauchemardesque ou leur poser un réel cas de conscience difficile à supporter à la longue.

- Et pour finir, il y a les éléments de ces différentes classes les plus conscients, qui éprouvent une profonde révolte pour le régime et qui ont entrepris de le combattre en s'engageant dans différentes formations politiques ou diverses associations, dont aucune n'est en mesure de leur proposer une stratégie politique pour en finir avec le capitalisme et ses institutions, ils se comptent par dizaines de milliers ou plus.

On a laissé de côté volontairement ceux qui sont organisés dans les syndicats parce qu'ils sont généralement engagés dans une mauvaise direction, mais pas seulement. Tout d'abord il faut soustraire les simples adhérents qui ne participent à aucune réunion ou activité de leur syndicat ou rarement, exceptionnellement, ce sont les plus nombreux, ils doivent représenter entre 80 et 90% des syndiqués. Ensuite, il reste les militants à proprement parler dont certains appartiendront à la catégorie précédente, ils constituent une minorité de ces 10 ou 20% de syndiqués. Pour finir, la majorité des militants syndicaux sont pourris par le réformisme ou le corporatisme auquel ils doivent leur statut, ils n'ont donc aucune raison de vouloir progresser, tout du moins dans l'état actuel des choses, ce qui nous intéresse ici, dans le cas contraire ou s'ils finissaient par rompre avec le régime, ils pourraient se saisir de notre discours et rejoindre la catégorie des travailleurs les plus conscients dans la mesure où notre discours ne serait pas tourné contre eux, mais vers l'ensemble des travailleurs des différentes classes, ce qui ne fut jamais le cas dans le passé, encore faudrait-il qu'on élabore ce discours.

Elaborer ce discours implique de modifier nos rapports aux différentes classes en fonction d'une stratégie politique qui a pour seul objectif la prise du pouvoir.

Cette stratégie politique n'existe pas, il faut donc l'élaborer, chaque étape pour avancer vers notre objectif doit être minutieusement définie, les instruments ou moyens pour les atteindre doivent être répertoriés, ils doivent servir à accomplir les tâches qui doivent être tout aussi rigoureusement définies, il faut planifier un plan de bataille partant de la situation actuelle jusqu'à la prise du pouvoir, sinon ce n'est pas la peine de continuer le combat.

Nos principaux instruments sont le marxisme et le socialisme qui incluent les enseignements de la lutte des classes du passé. Il faut les expliquer, les enseigner aux travailleurs, ils comprendront du coup que l'opportunisme, la social-démocratie dégénérée et le stalinisme y sont étrangers ou en sont des ennemis, c'est le meilleur moyen de les combattre, on doit avancer sur notre propre terrain, populariser le marxisme et le socialisme, car c'est le seul moyen de mener le combat politique classe contre classe, en procédant de la sorte on fournit aux travailleurs des arguments pour ne pas tomber sous l'influence du PS ou du PCF ou leurs satellites ou pour s'en détourner en pouvant pleinement l'assumer.

Nous ne lorgnerons pas vers ces partis, nous ne tenterons pas de leur faire jouer un autre rôle que le leur ou celui qu'ils ont adopté, nous n'essayerons pas de nous associer à ces partis, nous n'en attendons rien ni dans le présent ni dans le futur, nous les excluons du processus révolutionnaire menant à la prise du pouvoir, ce qui ne signifie évidemment pas qu'on ignorerait leur existence, leurs intentions et leurs méfaits, bien au contraire, mais sans que ce soit notre priorité.

Les travailleurs des différentes classes se sont détournés de ces partis sans qu'on soit en mesure de les récupérer au profit du socialisme, ce qui signifie que toutes les stratégies qui ont été définies dans le passé étaient erronées et ont lamentablement échouées, il faut donc impérativement en prendre acte et en changer, et c'est devenu plus qu'urgent, sinon notre combat est foutu d'avance, il faut bien que chaque militant en prenne conscience.

Notre priorité ou la tâche la plus urgente à réaliser, c'est de définir un discours, un comportement entièrement ou résolument tourné vers l'ensemble des travailleurs avec en ligne de mire la prise du pouvoir et un changement de régime, l'instauration d'une République sociale s'attaquant au fondement du capitalisme.

Pourquoi? Parce que c'est le seul moyen d'attirer l'attention des trois couches de travailleurs évoquées précédemment. Je ne pense pas que de nos jours on puisse gagner des travailleurs au socialisme sur la base de discussions. J'estime plutôt qu'ils doivent y venir eux-mêmes, qu'ils doivent se forger leurs propres convictions, que cela doit être l'aboutissement ou la conclusion d'une tranquille ou saine réflexion, qu'il est inutile de vouloir hâter ce processus de mûrissement, pire, de les harceler ou de vouloir les convaincre à tout prix, plus profonde sera la réflexion et plus solide sera leur engagement politique, leur détermination, y compris ou surtout à vouloir progresser pour acquérir un niveau de conscience toujours plus élevé afin d'être en mesure le moment venu d'être un élément déterminant de la révolution. Personne ne doit faire ce travail à leur place, on doit juste les aiguiller ou les conseillers.

Il faut évidemment en parler avec eux, leur soumettre notre stratégie dont ils sont les éléments clés, sans lesquels rien ne sera possible. Il faut tout leur dire, absolument toutes les étapes du développement et de la construction du parti jusqu'à la prise du pouvoir ou tout du moins le moment où la situation permettra de la mettre à l'ordre du jour.

Sachant qu'il existe en France plus de 50 millions d'adultes en âge de voter en comptant les quelque 9% de non-inscrits, en retirant 20 millions de patrons petits, moyens ou grands, de cadres supérieurs, de retraités particulièrement nantis, il reste 30 millions de travailleurs auxquels nous

devons nous adresser. Parmi ces 30 millions de travailleurs, en prenant le scénario le moins optimiste, il doit bien en avoir 1% qui sont prêts à rompre avec le régime ou les institutions, cela représente 300.000 travailleurs susceptibles d'être gagnés au socialisme. Bien entendu, il ne s'agit pas de prétendre qu'ils pourraient être gagnés d'un coup ou en un rien de temps, soyons sérieux, disons dans un délai situé entre 5 et 10 ans cela serait raisonnable en partant d'un effectif de 2 à 3000 militants mal formés ou déformés qu'il est urgent de former au marxisme et au socialisme et à condition qu'ils adoptent cette stratégie.

Durant toute cette période nous continuerions d'intervenir dans la lutte de classes en étant uniquement comptables que de cet objectif. On nous dira qu'il paraît inatteignable compte tenu de la faiblesse et des carences de nos forces, assurément si on ne modifie pas notre conception de la lutte de classes ou si on ne tient pas compte de ce qui vient d'être formulé, mais si maintenant on adopte un tout autre discours et de tous autres rapports envers les travailleurs, on ne voit pas ce qui pourrait les rebuter dans ce que nous leur proposons, laissons-les en décider librement, faisons-leur confiance, c'est le b.a-ba du socialisme ! On ne recrutera que les travailleurs qui sont disponibles pour être recrutés, qui s'interrogent, cherchent sincèrement à comprendre la situation, cherche une voie, etc. les autres ne nous intéressent pas en la matière ou à ce stade, je parle pour le parti.

Si nous nous adressons à l'ensemble des travailleurs, c'est parce qu'ils constituent l'élément déterminant pour renverser le régime en place ou pour pouvoir prendre le pouvoir. Un parti qui ne prendrait pas en compte ce facteur, qui ne partirait pas de ce facteur raconterait des blagues aux travailleurs, il ne serait pas plus crédible qu'un autre parti. Les travailleurs des différentes classes que nous devons recruter seront sensibles à cet aspect-là de notre stratégie, c'est un des éléments ou un facteur du processus révolutionnaire sans lequel rien n'est possible, ils en déduiront que nous sommes sérieux et que notre démarche est cohérente, elle leur inspirera confiance, ils en déduiront également que nous sommes absolument déterminés à aller jusqu'au bout, à prendre le pouvoir. Répétons-le, chaque élément de notre stratégie doit être élaboré minutieusement, qu'un seul fasse défaut et c'est l'ensemble du processus qui se grippe ou qui déraile, et par conséquent on se détourne de notre objectif qui perd toute crédibilité parce qu'il devient irréalisable.

En émettant l'hypothèse qu'on parvienne à mettre cette stratégie sur ses rails, elle déclencherait un dynamisme qui accélérerait le processus et réduirait d'autant le temps nécessaire pour atteindre chaque étape ou objectif intermédiaire. Une fois recrutés des dizaines de milliers de travailleurs, passé le cap des 100.000 ou même avant il deviendrait possible de peser sur le cours de la situation politique, les autres partis ne pourraient plus nous ignorer, on pourrait prendre l'initiative d'actions ou de campagnes nationales qui nous feraient mieux connaître auprès des travailleurs, cela influencerait sur l'état d'esprit de nombreux d'entre eux qui nous connaissaient mais préféreraient attendre de voir de quoi nous étions capables pour se rapprocher de nous ou même pour décider de nous rejoindre.

A ce stade se poserait alors la nécessité de leur proposer une structure politique dans laquelle ils pourraient s'organiser sans rejoindre le parti, puisqu'il n'aurait pas pour vocation de devenir un parti de masse, mais de prendre le pouvoir pour le compte de l'ensemble des travailleurs en s'appuyant sur les structures ou organismes qu'ils auraient créés au cours du processus révolutionnaire.

Le parti et cette structure politique indépendante dans laquelle s'organiserait les travailleurs favorables à un changement de régime pourrait en fonction de leur développement commencer à constituer les bases d'un double pouvoir posant directement la question du pouvoir ou de l'Etat dans la perspective du renversement du régime en place.

Ils élaboreraient ensemble un projet de Constitution et appelleraient les travailleurs et leurs organisations à participer aux assemblées populaires qu'ils organiseraient à travers tout le pays,

pour qu'ils s'expriment sur un ensemble de mesures que prendrait un gouvernement ouvrier révolutionnaire, et proposent les revendications sociales ou politiques qu'ils voudraient voir satisfaites en priorité. A l'issue de ces assemblées populaires seraient élus des représentants qui auraient notamment pour tâche de porter à la connaissance des travailleurs leurs travaux, le contenu de leurs délibérations, les mesures qu'elles auraient retenues, de manière à associer l'ensemble des travailleurs au processus révolutionnaire.

La même expérience étant menée à l'échelle du pays, elle serait fédérée au niveau nationale et constituerait l'embryon d'un contre-pouvoir face au régime.

On s'arrêtera là pour aujourd'hui.

On vient de montrer qu'il était possible d'élaborer une stratégie politique qui parte de la situation telle qu'elle existe en ayant pour objectif la prise du pouvoir. J'ai rédigé cela rapidement, il faudrait étayer, préciser un grand nombre de points, corriger certaines approximations, mais la trame existe et elle ne semble pas irréalisable. Elle présente l'avantage de prendre en compte les profondes transformations qu'a subi la société au cours de la seconde moitié et plus particulièrement la fin du XXe siècle jusqu'à nos jours, et d'intégrer les enseignements de la révolution russe de 1917 dont le parti incarne le niveau de conscience le plus élevé et le facteur décisif permettant de renverser l'ordre établi et d'avancer vers le socialisme, la seule alternative au capitalisme.

Y aura-t-il un parti ouvrier pour se saisir de cette stratégie ou la partager, je l'ignore. Si ce n'était pas le cas, je mettrais un terme à ce portail qui n'aurait servi à rien.

1% est-ce surréaliste ou décalé par rapport à la réalité ? La preuve que non.

Mélenchon parle de ses troupes : "dans la quasi-totalité des cas (94% !), c'est la première bataille politique publique de leur vie. Moyenne d'âge : 41 ans ; 64% sans étiquette de parti."

Soit, Mélenchon et son mouvement ne sont pas les meilleurs exemples qui soient, on aurait pu prendre les centaines de milliers de voix qui se sont portées sur Poutou ou Arthaud, disons que cela prouve qu'il existe une masse considérable de travailleurs qui cherchent une voie, une issue politique...

La contre-révolution En Marche !

Quand Macron ose tout.

- A l'issue du sommet du G7 de Taormina : « Le président américain est pragmatique, et j'ai bon espoir qu'il confirmera son engagement [à l'accord de Paris], à son rythme ».

- Lors de la visite de Vladimir Poutine à Versailles, il a déclaré que « la Russie avait envahi l'Ukraine »

- Au cours de la même déclaration à propos de la Syrie: « Toute utilisation d'armes chimiques, par qui que ce soit, fera l'objet de représailles et d'une riposte immédiate de la part des Français », alors qu'à ce jour personne, aucun rapport, aucune institution n'est parvenue à apporter la moindre preuve d'un quelconque usage d'armes chimiques par l'armée syrienne depuis 2011.

- Les accusations portées envers les médias russes "Russia Today" et "Sputnik" sans apporter là non plus la moindre preuve.

- Le kwassa-kwassa «amène du comorien» : la blague douteuse d'Emmanuel Macron - LeParisien.fr

En régime totalitaire. Macronmania

- La France saisie par la macronmania - L'Express.fr

Quelques semaines après son élection, le chef de l'Etat aborde les législatives plus populaire que jamais... Etat de grâce ou lévitation?

Il y eut la poignée de main très mâle-alpha (avec Donald Trump), où il fut déclaré vainqueur aux poings. Les poses façon "Kennedy" d'un chef d'Etat moderne, aimantant les coeurs et les sourires au G7 -celles avec le Canadien Justin Trudeau, devant l'azur méditerranéen valent, sans doute, une nomination aux Séguéla d'or. Les balades dans les jardins français de Versailles avec Vladimir, l'Ours russe, comme apprivoisé...

Et puis, bien sûr, la réaction ferme face aux renoncements écologistes du bad président américain. Cela faisait beaucoup. Et même assez pour qu'une macronmania déferle sur les réseaux sociaux, et dans quelques colonnes de journaux.

Comme Le Cid, de Corneille, le Kid président s'était fixé de démontrer qu'"aux âmes bien nées, la valeur n'attend pas le nombre des années". Il en a fait beaucoup. Mais l'affaire a fonctionné: voilà les grands de ce monde qui tournent des yeux de Chimène vers ce Don Rodrigue des accords bilatéraux, et des électeurs à Belleville qui embrassent à pleine bouche les tracts à l'effigie du président.

Comme l'avait théorisé Marcel Gauchet dans nos pages: "Emmanuel Macron est le tenant d'un optimisme majoritaire auquel le pessimisme minoritaire a décidé sinon de croire, au moins de donner sa chance." Ces dernières semaines, cette dynamique s'est intensifiée. Mais la responsabilité politique immense du nouveau président demeure de refaire société de deux France -celle qui va mal (et qui n'a pas voté pour lui), et celle qui va bien (qui a voté pour lui)- en sécession. Et seuls les faits nous diront si ce à quoi nous assistons est une nouvelle donne. Ou juste une nouvelle com'. L'Express.fr 05.06

Commentaires d'internautes

1- C'est quand même la première fois qu'un candidat bénéficie de telles débauches de flatterie de la part des médias. Et lorsque c'est poussé à l'extrême comme dans cet article, c'en devient ridicule.

2- Une macron mania monté de toute pièce par les médias. Ce mec va brisé les travailleurs a coup d'ordonnance et violé la démocratie avec c'est même ordonnances.

3- E. Macron a le champ libre devant lui pour toutes lois qu'il souhaite entreprendre : Pas d'opposition crédible, des syndicats qui ont appelé à voter pour lui, des foules hypnotisées par une bienveillance totalement fabriquée, des affaires nauséabondes qui n'ont aucune influence sur l'opinion supposée des citoyens(nes), et des sondeurs qui prédisent un raz-de-marée en sa faveur à l'Assemblée Nationale. Il pourrait diviser par deux le SMIC que ça n'aurait aucun effet. Il aurait donc bien tord de s'en priver.

4- Les Français ont voté pour un mec dont on ne connaissait même pas le programme. Alors les veaux n'auront plus qu'à subir maintenant qu'ils l'ont élu. Quand on pense que le vote est un droit et quand on voit ce que le peuple en fait, si c'est pour mettre des Hollande ou des Macron, les gens feraient mieux de rester chez eux.

Au tour de la France avec Macron et En Marche !

- Le modèle de la révolution de couleur: le cœur du mécanisme par Andrew Korybko — 30 mai 2017

L'idéologie est l'axe central de tout changement dans le monde, et c'est l'idée directrice qui motive tous les autres facteurs affectant une Révolution de couleur. Sans idéologie, tout ce qui suit est vide et dépourvu de sens et de but. L'idéologie traditionnelle qui motive toutes les révolutions de couleur est la démocratie libérale, et elle cherche à « libérer » les États ciblés de leurs gouvernements perçus comme des démocrates anti-libéraux (non occidentaux).

La démocratie libérale, dans sa manifestation post-moderne actuelle, est expansionniste et agressive. Elle ne se contente pas de systèmes idéologiques et de valeurs alternatives. Elle doit se propager dans la poursuite de la domination mondiale. En plus de la guerre directe contre les sociétés qui résistent à son avancement (Serbie, Libye), les États libéraux démocrates (l'Occident) ont appris à rechercher d'autres méthodes pour vaincre les États ciblés. Ces méthodes sont moins directes que la guerre pure, mais n'en sont pas moins efficaces. La pénétration idéologique d'une société s'intensifie finalement dans une explosion physique à l'intérieur de l'État lui-même, guidée par un segment des propres citoyens de l'État. L'État (et la société dans son ensemble) doit combattre une partie d'elle même qui « se dresse » contre le statu quo, entraînant un conflit d'intérêts et une guerre civile sociale. Selon le niveau de provocation lancé par les manifestants pro-libéraux démocrates, ainsi qu'en cas de mauvaise gestion de l'État face à cette révolte sociale, la guerre civile sociale peut éventuellement devenir violente et ressembler brièvement à une véritable guerre civile. C'est particulièrement le cas si les manifestants ont été armés par des forces en dehors du pays et s'ils décident d'attaquer les services de sécurité chargés de disperser les manifestations physiques de la révolution de couleur.

L'idéologie est donc l'initiatrice de toutes les révolutions de couleur. Elle propose une forme de développement opposé à celle en place, et motive des groupes de sympathisants dans la population à lancer des manifestations concrètes pour exiger des changements. On verra plus tard que la grande majorité de ces manifestants actifs ne savent même pas que leurs activités sont orchestrées par un pouvoir supérieur (ONG, gouvernement étranger). Au contraire, la plupart d'entre eux, à la suite d'une campagne d'information lourde visant à promouvoir l'idéologie déstabilisante, ont vraiment été amenés à croire que leurs actions sont spontanées et « naturelles » et qu'elles représentent le « progrès » inévitable que tous les pays du monde seront tenus de vivre tôt ou tard. L'idéologie de l'individu au-dessus du collectif (l'aspect social de la démocratie libérale) permet à chaque manifestant de constater qu'il a une influence unique et significative dans la réalisation de ce changement. Fin de l'extrait.

Excellent article à pour ainsi dire apprendre par cœur.

On observera que le processus qui fut employé pour porter Macron à la présidence présente de nombreuses similitudes avec celui employé pour réaliser ces "révolutions de couleur" à ceci près que ce n'était pas un État qui était visé mais tous les partis politiques de manière à réaliser un hold-up sur les institutions ou à s'emparer du pouvoir sans partage pour le compte exclusif de l'oligarchie.

Partant de là, on comprend pourquoi le vote Macron au second tour de la présidentielle devenait une obligation, tout se tient. On est bien en présence d'un processus devant aboutir à l'instauration d'un régime totalitaire.

Schizophrénie aggravée

- Législatives : Vers une déferlante En Marche ? - Franceinfo

À en croire un dernier sondage, la République en marche va faire une razzia aux élections législatives à venir. Selon l'étude menée par l'institut Ipsos sur un panel de 15 000 personnes, le parti du président de la République,

La République en marche serait le grand vainqueur du prochain scrutin en sortant nettement en tête avec 31% des intentions de vote. Il devancerait l'alliance LR/UDI (22%) et le FN (18%). En quatrième position on retrouve dans La France Insoumise (11,5%), devant le Parti socialiste (8,5%). Deux facteurs de réussite

En nombre de sièges, la projection de l'institut Ipsos souligne l'étendue de cette dynamique. Dans ces projections, LREM emporterait entre 395 et 425 sièges à l'Assemblée nationale : une écrasante majorité. De tels résultats s'expliquent par l'écart de voix important au niveau national entre le parti du président de la République et le deuxième groupe (LR/UDI). L'homogénéité des scores de la République en marche sur l'ensemble du territoire joue aussi. Deux facteurs qui assureraient au président de la République une large victoire à l'assemblée. Franceinfo

En complément.

- La machine à gagner - Liberation.fr
- En marche au pas de charge - Liberation.fr
- Français de l'étranger : REM en passe de rafler toutes les circonscriptions - LePoint.fr

Le taux de participation global est de 18,77 %, en baisse de 1,96 % par rapport à 2012 (20,73 %).

Un internaute :

- "Aucun respect des électeurs

N'est il pas interdit de publier des résultats tant que tous les bureaux de vote n'ont pas fermé. cela peut être une clause de nullité de l'élection législative du premier tour si des milliers de français portent plainte. Et l'on nous parle de vouloir moraliser la vie politique, quelle mystification. "

- Climat: Macron mobilise la société civile, mardi à l'Elysée - AFP

Le PCF en fidèle rempart du régime

Relevé dans les commentaires du blog Le Grand Soir.

- Quelques exemples qui montrent que le rassemblement est possible ...
- En Bretagne, à Fougères, le PCF, EELV, Bretagne Ecologie et des partisans de Benoit Hamon se rassemblent autour d'un même candidat (voir l'article : <http://www.lachroniquerepublicaine.fr/2017/05/13/legislatives-benoit-m...>).
- Dans les trois circonscriptions du Jura, le PCF, le PS et EELV présentent des candidatures communes (voir l'article : <http://www.communcommune.com/2017/05/legislatives-dans-le-jura-le-pcf-...> ; ;utm_medium=_ob_facebook&utm_campaign=_ob_share_auto).-
- Dans le Béarn, alliance entre le PCF, République & Socialisme et EELV (voir l'article : <http://www.larepubliquedespyrenees.fr/2017/04/20/bearn-front-de-gauche...,2116620.php>).

Bien sur que le rassemblement est "possible". D'autant plus "possible" quand on se rassemble avec n'importe qui dans le but de gratter quelques places de plus.

Comme je l'ai nettement déclaré par ailleurs, j'ai l'impression que certains n'ont pas compris que le simple fait d'énoncer les notions : "Union P.S, EELV, Hammon", et encore plus en précisant "Union" avec un PCF qui est "Communiste" autant que le "Canada Dry" est alcoolisé, ça ne peut que donner des boutons à tous ceux qui se sont fait baiser par ces larbins stipendiés es trois dernières décennies.

Les plus conscients d'entre nous sommes déjà assez dubitatifs sur Mélenchon en connaissant son cursus soc'dem et en nous demandant s'il a réellement changé ou si c'est simplement une façade de plus du P.S., je ne vois pas comment on pourrait en plus choisir de voter pour des gens qui nous ont baisés bien clairement et en plus qui s'en vantent et tentent de nous culpabiliser.

Parole d'internaute en vrac.

Relevé dans le blog Les-crisis.fr

1- Un erreur de perspective sur cette réunion à Versailles vient du fait que l'on feint de croire que c'est Emmanuel Macron qui a décidé de recevoir Vladimir Poutine à cet endroit.

Or l'ambassadeur Alexandre Orlov, interviewé par Jean-Pierre Elkabbach <https://youtu.be/MYTx2-Jy5X0> a bien précisé que c'est à la suite d'un entretien entre lui-même et Catherine Pégard, présidente de l'établissement public de Versailles, il y a six mois, qu'il a été décidé que le futur président de la République Française (donc à cette date : Fillon, Macron, Le Pen ou Mélenchon dans l'ordre d'arrivée dans les sondages) et Vladimir Poutine inaugurerait ensemble l'exposition sur Pierre le Grand.

Emmanuel Macron a bien utilisé médiatiquement cette opportunité mais il n'en est absolument pas l'initiateur.

2- Dans un billet d'analyse très intéressant à propos de la rencontre Poutine-Macron, la juriste française vivant en Russie, Karine Béchet-Golovko dit ceci "on a vraiment l'impression que les deux Présidents font deux conférences de presse distinctes." en remarquant l'absence de réaction à l'attaque frontale de Macron contre RT et Sputnik elle en dit : "L'Occident maîtrise la parole médiatique et laisse RT et Sputnik se faire attaquer dans ce monde devenu largement virtuel n'est plus une faute de goût, c'est une erreur très grave. La Russie aussi doit affirmer ses lignes rouges dans ce nouveau monde, qu'il s'agisse de ses diplomates ou de ses journalistes."

Il ne s'agit donc pas d'une "remise des compteurs à zéro" (pour parler français) mais d'une clarification." Cette France-là ne cherche pas à coopérer avec la Russie, elle veut la faire rentrer dans le rang."

Le fait que l'AFP n'ait pas été invitée au Sommet des agences de presses à St-Pétersbourg est la réponse, différée, de Poutine à Macron. Poutine n'a pas fait de scandale, il n'a pas non plus manié l'ironie comme souvent, à Versailles, mais il a montré que pour la Russie, toute action entraîne réaction et que les choses ne sont justement pas figées en un "reset", mais en marche (c'est le cas de le dire).

3- "Contrat militaire USA / Arabie saoudite, quand les banques US financent austérité et armement..." disons le clairement, les banques us financent le terrorisme sur toute la planète !

4- L'Espagne a appliqué les réformes demandées par l'UE après la Grèce. il semble que l'Italie l'a fait également. c'est donc à notre tour...

5- En parlant de revue de presse.

Hier, le patron de la cybersécurité officielle française (IAFP - LVOG) vient de déclarer qu'après enquête, il n'y a pas la moindre trace de hacker Russe dans la campagne de Macron.....

Enorme.

Et bien après une revue de presse perso hier et aujourd'hui

La presse Russe en parle, la presse US en parle.

Mais pas un mot dans la presse française.

6- Les médias cherchent-ils à faire croire ou à faire savoir?

La croyance est une impression, susceptible d'être manipulée, alors que le savoir suppose l'acquisition raisonnée d'une connaissance. Chaque science a sa pseudo science (astrologie-astronomie), chaque art a sa contrefaçon (journalisme-propagande).

Se poser la question de "que cherche-t-on à me faire croire et/ou à me faire savoir" permet d'aborder sainement une information, et de séparer les faits des opinions. Essayez, c'est rigolo.

Je n'ai pas inventé l'eau chaude, ça sort tout droit du Gorgias de Platon dont je vous conseille la lecture car toute cette problématique s'y trouve.

7- "Les médias cherchent-ils à faire croire ou à faire savoir?"

J'abonde dans votre sens, la question est clairement posée. On ne devrait jamais aborder des informations sans se poser cette question.

On peut également s'interroger sur le but recherché, avoué ou non, par tel ou tel groupe politique ou groupe d'intérêt, dont les actions entreprises sont révélatrices d'une finalité, pour deviner la possible transformation des faits, et des mensonges, comme une logique prévisible en regard de cette finalité.

Exemple: la supposée utilisation de l'arme chimique par l'armée syrienne, dans une zone, qui n'apporte rien sur le plan militaire, et encore moins sur le plan politique, permet de mettre en doute la véracité de l'information lorsqu'elle émane de ceux qui veulent se débarrasser du président syrien.

LVOG - La finalité ne nous avance guère. Connaître la cause de quelque chose est un fait, savoir sur quoi repose cette cause ou ce qui a permis son existence en est une autre.

8- C'est tellement une évidence, les médias, journaux, presse, télévision sont "la voix du Maître", donc du "pouvoir" : <http://bibliotheques-specialisees.paris.fr/ark:/73873/pf0000841213/v0001.simple.selectedTab=record> Honoré de Balzac écrivait ceci : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1065498g/f103.item> en 1840 bien que de nos jours tous les médias sont achetés par ce "pouvoir" et peut donc exercer la "Justice médiatique" à son profit : <http://arretsurinfo.ch/le-role-des-medias-guerre-de-manipulation-par-la-desinformation/> Il n'y a plus rien de censé dans la presse quand on lit autant d'inepties, comme les mensonges, procès d'intention contre une personne "haïe par l'Etat" ou dont on veut réduire la "liberté d'expression". Et quand on déclenche des agressions militaires, les milliardaires qui l'ont "achetée" (la presse) ne se gênent pas pour lancer des bombardements à travers ces mensonges encore répétés alors que l'on sait en haut lieu qu'on a perdu sur le terrain :

[.https://www.mediapart.fr/journal/international/010617/comment-bachar-al-assad-gaze-son-peuple-les-plans-secrets-et-les-preuves?onglet=full](https://www.mediapart.fr/journal/international/010617/comment-bachar-al-assad-gaze-son-peuple-les-plans-secrets-et-les-preuves?onglet=full)

Le droit d'informer est devenu le droit de tuer ou assassiner !

Ce droit, on leur octroie et on en supporte toutes les conséquences ou on leur dénie ici comme dans tous les domaines, telle est la question qu'il faut que les travailleurs se posent.

9- On ne peut que renvoyer vers de sains réflexes d'auto défense intellectuelle, telle que la lecture de l'article de Viktor Dedaj "médias et information, il est temps de tourner la page".

Le problème est multiple dans cette affaire :

– l'abandon de l'enseignement de la rhétorique par exemple, abandon théorisé par Ingrid Riocreux (dont je conseille les ouvrages), qui a laissé toute une frange de la population complètement démunie face aux manipulations. Cet abandon n'est pas nouveau, et il n'est pas le seul en cause : mais combien de gens connaissent réellement les figures de rhétorique, ainsi que les mécanismes psychologiques en œuvre dans la propagande, qu'elle soit médiatique ou commerciale (oui, je parle de la pub !)

Il y a une évidence majeure : des gens sont formés, et rompus à l'art de la "com.", c'est à dire de la propagande. Et en face la majeure partie de la population n'a plus qu'un enseignement de consommateur...

10- autre télescopage : la fin d'un cycle civilisationnel, ce que pointe bien ce billet. La tempête parfaite de la crise, qui n'est pas, qui n'est plus qu'une simple crise, mais le point de conjonction de multiples problématiques carrément insolubles à court/moyen terme, pour une civilisation aussi spécialisée et aussi fragile, car dépendante de l'énergie pétrole, que la nôtre. Ça n'est pas pour rien que "plus personne n'écoute plus personne". Le degré de décadence d'une civilisation se mesure à la décadence de ses mœurs, et au recul moral que cela engendre. Je ne parle pas de morale au sens chrétien, mais de morale au sens "Conscientisation" du terme.

Quand le vivre ensemble n'est plus perçu que comme une contrainte indépassable, quand l'argent, l'égoïsme et la flatterie du moi (Twitter, Facebook et compagnie) deviennent les seuls horizons d'une humanité en perte de son vrai et authentique soi (l'altruisme, la bonté, la compassion, l'empathie, l'ouverture aux autres, la générosité...), quand tout ceci est occulté par le gonflement démesuré de la peur et de l'ego, alors l'anomie survient.

Les médias ne sont que l'expression de ce problème bien plus vaste, car il touche une grande majorité de la population.

L'anomie, c'est le dernier stade avant la décomposition sociale et la guerre du tous contre tous.

LVOG - Anomie : Absence de norme sociale, d'organisation, de loi. (Le Grand Robert de la langue française)

11- Mais la presse française fait son boulot mon cher, elle fait même du "très bon boulot"

Seulement ce boulot n'est pas celui que vous croyez : parler de "la liberté de la presse" et c'est comme parler de "la liberté de licencié", ça n'a aucun sens.

Le jour où on me parlera de "liberté d'informer", là je serai OK. D'ici là, la presse (qui n'est qu'une industrie), fait ce pourquoi elle existe : elle manipule, elle oriente, elle travaille l'opinion publique dans le bon sens, celui qui est utile au pouvoir.

Ils osent tout.

- «Si l'opposition n'existe pas hors de la majorité, elle existera dedans» - Liberation.fr

Pour le politologue Roland Cayrol, plusieurs sensibilités s'exprimeront à l'Assemblée au sein même d'une majorité «et de droite et de gauche». Liberation.fr

- Macron de retour à Oradour-sur-Glane à la veille du premier tour des législatives - LeFigaro.fr

- Des lycéens sèchent un cours pour voir Emmanuel Macron, il signe leur mot d'excuse - Franceinfo

- Tours La mairie interdit la mendicité au nom de l'état d'urgence - Liberation.fr

L'état d'urgence sert décidément à tout. Instauré le soir des attentats du 13 Novembre pour éviter toute récidive, et régulièrement renouvelé depuis, ce régime d'exception a été invoqué pour notamment : perquisitionner des maraîchers bio en Dordogne ; assigner à résidence des militants pendant la COP 21 ; les empêcher de défiler pendant le mouvement contre la loi travail et au soir du second tour de la présidentielle ; interdire de déplacement des supporters pour ne pas troubler la vie commerciale pendant les soldes ; éloigner un salarié gênant...

La mairie de Tours innove en l'invoquant dans un arrêté antimendicité. Daté du 15 mai et révélé par le site militant d'information locale la Rotative, il cite la dernière loi de prolongation en préambule et justifie dans le corps du texte : «Il est nécessaire de garantir l'accessibilité aux secours en cas d'attentats et la fluidité de la circulation piétonne laquelle doit rester libre et non entravée par des occupations abusives et prolongées des espaces.» Liberation.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

- Le piratage russe repose sur de faux documents américains, selon Poutine - Reuters

Les documents accusant la Russie de piratage contre le Parti démocrate lors de la campagne présidentielle américaine auraient facilement pu être fabriqués par des services du renseignement américains, a estimé vendredi Vladimir Poutine.

Selon le président russe, ces accusations de piratage ne sont rien d'autres que des "ragots dommageables" qui ont pénalisé les relations internationales et l'économie mondiale.

"J'ai lu ces rapports", a commenté Vladimir Poutine lors du forum économique de Saint-Pétersbourg. "Même dans ces rapports, il n'y a rien de précis mais seulement des suppositions et des conclusions fondées sur des suppositions", a poursuivi le chef de Kremlin.

"Où sont les empreintes digitales ? Des adresses IP peuvent être falsifiées. Savez-vous combien il existe de spécialistes qui sont capables de faire croire que vos enfants utilisent votre ordinateur à partir de votre adresse IP ? On peut falsifier n'importe quoi et ensuite accuser n'importe qui. Il n'y a pas de preuve", a-t-il affirmé. Reuters 02.06

Monténégro

- Le Monténégro devient le 29ème membre de l'Otan - AFP

Le Monténégro est officiellement devenu lundi le 29e membre de l'Otan.

Le ministre des Affaires étrangères Srdjan Darmanovic a remis lundi l'instrument d'accession de son petit pays de 620.000 habitants à l'Alliance, dans une cérémonie en milieu de journée au département d'Etat américain en présence du Premier ministre Dusko Markovic.

"Nous célébrons aujourd'hui le fait que plus jamais quelqu'un décidera dans notre dos à notre place et à la place de notre Etat, comme cela a été le cas dans le passé", a déclaré M. Markovic pendant la cérémonie.

L'entrée dans l'Otan "est un évènement historique" pour un pays qui a dû "endurer d'énormes sacrifices au 19ème et au 20ème siècle pour (...) être reconnu par le monde sous son propre nom et ses propres symboles", a-t-il également indiqué.

L'entrée du Monténégro favorisera "la stabilité dans l'ouest des Balkans", et "la paix et la sécurité internationale", a souligné de son côté le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg.

L'intégration dans l'Otan de ce pays qui faisait partie de l'ex-Yougoslavie communiste est vue par Moscou comme une "provocation".

L'Otan contrôle désormais avec cette intégration tout le littoral nord de la Méditerranée, depuis le détroit de Gibraltar jusqu'à la Syrie. AFP 05.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Espagne

- En Espagne, la flexisécurité n'évite pas la précarité - boursedirect.fr

"Des patrons qui embauchent plus facilement, mais des salaires qui fondent et des contrats temporaires à la pelle: en Espagne, la "flexisécurité" a contribué en cinq ans au reflux du chômage, au prix d'une grande précarisation. Sans la réforme du travail de 2012, "nous n'aurions pas osé nous agrandir si rapidement", reconnaît Juan Martinez, gérant d'un magasin concessionnaire automobile Kia dans le nord de Madrid. La loi, impulsée par le gouvernement conservateur après la destruction de 2,6 millions d'emplois en quatre ans de crise, a réduit drastiquement les indemnités de licenciement. Elle a aussi autorisé les licenciements collectifs sans motif économique." boursedirect.fr

L'UE des multinationales

- Pesticides : la guerre s'intensifie entre «pro» et «anti» sur fond de pressions de Monsanto - Libération.fr

La bataille fait plus que jamais rage autour du glyphosate, le pesticide le plus utilisé au monde, qui entre dans la composition de plusieurs centaines de produits, dont le célèbre herbicide Roundup de Monsanto. Alors même qu'il est suspecté d'être cancérigène et un perturbateur endocrinien, les industriels font tout pour le maintenir sur le marché.

Monsanto, en particulier, emploie des méthodes extrêmement brutales, révélées dans une enquête glaçante du Monde, publiée jeudi : experts critiqués et dénigrés, harcelés et intimidés par voie d'avocats, financements fragilisés, lobbyisme intense auprès des décideurs politiques et du grand public...

Le Centre international de recherche sur le cancer (Circ) est la cible principale de la firme de Saint-Louis (Missouri) comme du lobby de l'industrie chimique en général. Le «tort» de cette agence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ? Avoir classé le glyphosate «cancérogène probable pour l'homme» le 20 mars 2015, plusieurs études suggérant notamment un risque accru de lymphome non hodgkinien (un cancer du sang) chez les agriculteurs et jardiniers exposés.

Quelques mois plus tard, le 12 novembre 2015, coup de théâtre : l'Autorité européenne de sécurité des aliments (Efsa) juge de son côté «improbable» le risque cancérogène du glyphosate. Et ne propose donc pas qu'il soit classé comme cancérogène dans la réglementation de l'UE sur les substances chimiques. Tout sauf anodin, puisqu'ainsi cela ouvrait la voie à la réautorisation sur le marché européen du pesticide, dont la licence expirait fin juin 2016.

Mais la bataille entre industriels et ONG est devenue si vive et le glyphosate un enjeu si sensible que la Commission européenne n'est pas parvenue l'an dernier à convaincre les Etats membres de renouveler la licence. Elle a alors décidé de la prolonger de dix-huit mois, dans l'attente d'un rapport de l'agence européenne des produits chimiques, l'Echa. Mi-mars 2017, celle-ci a à son tour estimé que le glyphosate ne devait pas être classé comme cancérogène. Bruxelles n'a alors pas tardé pour relancer le 16 mai la procédure visant à le réautoriser dans l'UE, a priori pour dix ans. Mais les «anti» ne baissent pas les bras pour autant. Jeudi, quatre eurodéputés verts ont annoncé avoir saisi le 24 mai la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) pour forcer l'Efsa à publier toutes les études qu'elle a utilisées dans son évaluation. Libération.fr 01.06